

Bourse : des parasites à en crever

La Bourse, ça a l'air bien compliqué. En fait, c'est la logique de l'appât du gain qui est tordue. En Bourse, on ne sait faire que deux choses : acheter ou vendre.

La première société qui a inventé les actions était hollandaise et faisait du commerce colonial : elle a imprimé des bouts de papier, qu'elle a vendu contre de l'argent officiel, à un prix décidé par elle-même. Et il s'est trouvé des gens pour les acheter. Elle a ainsi empoché du vrai argent, avec lequel elle s'est agrandie.

Elle aurait pu plus simplement emprunter à une banque. Mais à un banquier, il faut rembourser. La magie des actions, c'est qu'il n'y a pas à rembourser. L'actionnaire, celui qui achète des actions, fait un pari : si l'entreprise marche, si elle fait des bénéfices, elle lui payera un dividende, une partie des bénéfices de fin d'année.

Après Amsterdam, Londres, Paris, New York ont fondé leur Bourse dans les années 1700. Une dizaine de bourses des pays riches sont les marchés d'occasion des actions du monde capitaliste. Celle de New York, Wall Street brasse plus d'argent que toutes les autres. Le dernier né, le Nasdaq, est une Bourse électronique qui tourne 24 heures sur 24.

Inutile d'être un génie pour comprendre qu'on peut gagner en Bourse si on achète des actions bon marché et qu'on les revend plus cher. Mais on peut aussi y perdre si le prix de l'action baisse.

Tout le monde peut acheter des actions. La Bourse essaye d'attirer des gens modestes : on fait miroiter à des millions de petits actionnaires d'investir en bourse pour faire fortune.

Les petits porteurs sont huit millions en France. Ils comptent pour du beurre : aucun pouvoir de décision, réservé aux gros actionnaires. Et surtout, pas moyen d'être bien tuyauté. Ceux qui savent, c'est ceux qui ont les moyens d'acheter et de vendre en telles quantités qu'ils influent directement sur le prix des actions. Ils peuvent faire monter artificiellement une action, en achetant des quantités. Ils peuvent ensuite revendre, lorsque le prix est au plus haut. Ces "très gros", sociétés d'assurances, caisses d'épargne, s'appellent entre eux les zinzins, les "investisseurs institutionnels". A la Bourse de Paris, 85 patrons se partagent près

de la moitié des droits de vote à la direction des 40 sociétés les plus importantes : le CAC 40.

Dans les années 1960-70, la mode était aux obligations, des emprunts émis par l'Etat, et qui apportent un intérêt, lui, garanti. C'est à partir de 1983 que les actions se sont mises à monter en France. Pourquoi ? Parce qu'à force de blocage des salaires, de montée du chômage, les entreprises ont fait tellement d'économies sur le personnel que les bénéfices ont grimpé. Et plus de bénéfices, ça veut dire plus de dividendes reversés aux actionnaires.

Les actions commençant à monter, elles ont attiré plus de monde. Et plus du monde en achète, plus leur prix, comme toute marchandise, monte. Rien qu'en 1999, le prix moyen des actions en France a monté de 60%. Sans compter les dividendes distribués, 420 milliards de francs en 1997. Le problème, c'est que rien n'est prévu pour arrêter cette montée. Rien, sauf le krach.

En 1987, un krach, en clair une perte de confiance des actionnaires, a fait que tous se sont mis à revendre. Cela a fait chuter les prix des actions, et 12 000 milliards de francs sont partis en fumée.

Les gros patrons font monter leurs actions rien qu'en annonçant des plans de licenciement. La mode d'Internet fait aussi monter la Bourse. Il a suffi qu'une société vende des billets d'avions par Internet, et les d'acheteurs d'actions se sont rués, au point qu'elle vaut en Bourse... plus que n'importe quelle compagnie aérienne ! On estime que la Bourse de Paris dépasse l'économie réelle de 1200 milliards de francs. On appelle ça "la bulle".

Si la bulle crève, comme en 1987 ou pire comme en 1929, il y a le risque de dégâts sur la vraie économie, faillites en chaîne, licenciements massifs. On appellera ça une "saine correction".

La Bourse ne sert à rien pour faire tourner l'économie. Elle n'est qu'un immense parasite, comme le système capitaliste lui-même.